

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
BP 51026
F-31010 TOULOUSE CEDEX 06
France

dépôt le 13/02/19
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSÉ DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE
INFO

L'IRE DES CHÉNAIES

N°757 - 13 février 2019

Interpellations à l'Amassada

Jeudi 7 février 2019 au matin les gendarmes sont intervenus sur la plaine de l'Amassada. Ils ont interpellés cinq copines et copains qui ont été placés en garde à vue.

Vendredi matin ils étaient présentés devant le juge des libertés et de la détention car le procureur demandait leur placement en détention provisoire. Le juge ne les a pas mis en prison mais leur a notifié une interdiction de territoire: deux sont interdits de séjourner dans l'Aveyron et trois à St Victor et Melvieu jusqu'à l'attente de leur procès le 3 juillet 2019! Tout ça pour un chef d'inculpation minime, consistant dans le fait d'occuper illégalement le bien d'autrui.

Nous voyons là une volonté délibérée de criminaliser la lutte de l'Amassada et d'intimider toute personne voulant se joindre à nous. Nous apportons tout notre

soutien à celles et ceux qui subissent la répression de l'Etat, et nous continuons à affirmer notre opposition au méga-transfo et aux milliers d'éoliennes industrielles qui vont avec. Nous sommes encore et toujours déterminés à défendre nos terres et à faire barrage aux promoteurs en tout genre.

Ci-dessous le texte d'un appel à nous rejoindre:

Il n'y a pas ici de « projet de transformateur »,

Il n'y a pas ici de « zone à fort potentiel éolien »,

Il n'y a pas ici « de modernisation nécessaire du réseau »

NON!

Il y a ici des hommes et des femmes qui se sont rencontrés, il y a ici des êtres qui s'organisent au corps à corps avec le réel, sans intermédiaires, et pour qui la lutte est devenue une nouvelle maison. Il n'y a pas ici de «zadistes professionnels» ou de «voyous», il y a des âmes sincères et des gens qui s'assemblent pour définir eux-mêmes leur avenir.

L'Amassada veut dire assemblée en occitan. L'Amassada veut dire destin commun. L'Amassada veut dire construire ensemble.

L'Amassada c'est autant des cabanes faites de petits riens, qu'une idée qui irrigue les veines, c'est la sensation d'être plus forts ensemble, d'avoir remporté des victoires, d'être là, de voir, de se voir, de s'écouter, s'inventer des espaces, se défendre ensemble. Ici on ne croit plus au grand blabla des énergéticiens et leur lobby, «territoires 2050 à énergie positive», «100 % électricité verte» ne sont que poudre aux yeux pour faire accepter la catastrophe. Alors, depuis 4 ans, on bloque cette future autoroute de l'électricité. Leur projet d'échangeur à pognon, on s'en est fait le bastion d'une zone à défendre.

Parce que face à ceux qui ont mis à peine trois siècles pour détruire le monde, face à ceux qui se sont lâchement exilés dans les bureaux glacés de la technocratie, claquemurés dans leurs «conférences climats», leurs «réformes de réformes»... eh bien face à ceux là, occuper ici la Plaine de Saint Victor, c'est défendre concrètement des terres

menacées par la bétonisation. Construire et habiter l'Amassada, contre ce projet pharaonique de méga transformateur RTE-EDF, ses parcs éoliens et photovoltaïques titaniques, c'est affirmer la puissance des hommes et des femmes qui ici comme ailleurs ont pris à bras le corps le désastre du monde. Et qui préfèrent soigner la vie plutôt que de répandre la mort.

On nous dit « jusqu'au-boutistes », au fond, nous sommes plutôt hypersensibles.

Il y a ici, à l'Amassada, tout un milieu de vie, il y a des chats qui se la coule douce, des faisans curieux, des poules bravant les renards qui eux viennent boire à la source médievale du hameau, il y

a un faon qui avait trouvé refuge, et dans le ciel, pour qui sait y voir des milans, des faucons, des buses, des vautours qui survolent les plateaux aveyronnais, il y a des champs vivants et des amis agriculteurs, des palettes qui s'amoncellent en barricades et des pneus en pagaille, il y a des poêles dragons au brasier rougeoyant, des low tech défiant les monstres d'acier au loin, de belles charpentes, de la nourriture à foison, et des soirées inoubliables... Ce qui est certain, c'est que des lieux comme ceux-ci, alliés de la vie, ne cessent de se multiplier. Partout, à la surface de la terre meurtrie, des tissus renaissent. Ce sont de nouvelles cellules réparatrices, l'afflux de sèves nourricières. Et leur prolifération est le cauchemar des gouvernants.

Alors que partout des montagnes de métal, des continents de plastiques et des nappes de béton étouffent le monde, il y a des espaces précieux où la vie résiste, où on respire un peu mieux.

« Les petits pas ne suffisent plus », entend-t-on dire dans les couloirs des palais de cristal, ici c'est le grand saut sur le sol rugueux, avec le vent trublion comme hôte. On revient sur terre. On essaye, on se conforte, on hésite, on réessaye encore, jour après jour. L'expérimentation comme seul programme.

Sur cette planète devenue plate-forme, où les hommes comme les marchandises ne font que circuler en boucles infinies, tels des électrons, bloquer cet enfer c'est déjà retrouver un peu la santé. Bloquer l'économie, ses autoroutes, ses check-points payants, ses réseaux de lignes THT, c'est libérer le flux des possibles. C'est libérer le temps de la répétition logistique. Occuper les ronds points, créer des ZaD, se confectionner des espaces où la parole est partagée, où les gens se rencontrent enfin, s'organisent, font attention les uns aux autres, voilà le début de la fraternité.

Il y a encore des béni-oui-oui qui sont prêts à accepter des solutions clé en main délivrées par ce système moribond. Chacun y allant de sa petite transition intérieure, de sa voiture-électrique-pour-tous, de son smart ceci, de son smart cela... mais qui y croit vraiment? Ce système n'en a cure des « solutions », car sa folie ravageuse est, pour le moment, très rentable. L'exploitation du vivant fait vivre l'innovation technologique. Le macronisme, dans sa haine de la plèbe comme dans son écologie de pacotille, ne martèle que ça : « la créativité par la destruction ». Et c'est bien cette horreur managériale que le mouvement héroïque des gilets jaunes vient fracasser.

Les informations peuvent défiler sur les antennes, « nous sommes au seuil de la sixième extinction de masse » répètent les experts heure après heure, pendant ce temps là des intelligences artificielles moulinent le bon choix entre écosystèmes à préserver... et le reste ? Le reste peut crever. C'est l'ultra violence du nécro libéralisme, et plus personne n'en est épargné.

Mais nous avons cessé d'être les victimes de ce marché de la mort. Ne plus attendre, devant les écrans de l'apocalypse annoncée, est une question de survie. Contre les managers et leur mensonges, contre leur froide mathématique, la vérité pour nous n'est pas une option notre avenir immédiat et celui de nos enfants en dépend. Il n'y aura pas de parachute doré pour cette Terre.

C'est simple : maintenant, il y a ceux qui sont du côté des alliances entre les vivants et il y a ceux qui sont du côté du pouvoir gouvernemental.

Rejoignez l'Amassada des à présent ! Vive les ZaD, vive les communes !

TOUTES ET TOUS À L'AMASSADA !

PAS RES NOS ARRESTA !

Source: <<http://douze.noblogs.org/>>



Nouvelles de la présence policière à Bure et autour

À Bure et dans les villages autour, la surveillance par la gendarmerie est permanente. Un escadron de gendarmerie mobile est affecté ici sans interruption depuis l'été 2017.

Les escadrons viennent de toute la France et tournent régulièrement : un escadron reste rarement plus de trois semaines sur place avant la relève. Du coup, l'intensité de la surveillance et des contrôles varie parfois en fonction de l'escadron présent sur place.

On voulait faire cet article afin de témoigner de la situation sur place et de donner des informations aux personnes qui souhaiteraient se rendre ici.

Les patrouilles des gendarmes dans les villages, sur les routes, et particulièrement devant les domiciles des personnes identifiées comme «opposantes» sont quotidiennes depuis plus d'un an (parfois plusieurs dizaines de passages par jour devant certains lieux).

Depuis un peu moins de deux semaines, l'escadron affecté ici est l'Escadron de Gendarmerie Mobile (EGM) 18/9 basé à Chauny. Depuis leur arrivée, la surveillance et le contrôle exercés par les gendarmes se sont intensifiés, après une période un peu plus tranquille depuis quelques mois. Peut-être à cause d'initiatives personnelles des flics de cet escadron, peut-être à cause d'ordres venus de plus haut, on ne sait pas trop.

Quelques exemples des stratégies utilisées par les flics depuis deux semaines dans le coin (certaines ont déjà été observées dans le coin, d'autres sont plutôt nouvelles):

Il y a environ une semaine, une personne est emmenée en vérification d'identité (lors d'un simple contrôle routier), puis placée en garde-à-vue pour refus de signalétique (refus de donner ses empreintes). La personne en garde-à-vue donne aux flics le numéro d'une copaine pour que la copaine soit prévenue du placement en garde-à-vue. Les flics appellent alors la copaine en disant que la personne en garde-à-vue demande à ce que ses papiers d'identité soient amenés au commissariat, alors que cela n'avait pas du tout été demandé. Les flics ont donc visiblement menti pour que les papiers leur soient amenés depuis l'extérieur.

Il y a quelques jours, lors d'un contrôle routier, les gendarmes prennent la carte grise de la personne conductrice dès le début du contrôle. Durant tout le contrôle, qui a duré une heure, les flics affirment qu'on ne leur a jamais donné de carte grise, que c'est interdit de rouler sans carte grise, que la personne doit fouiller le véhicule pour la trouver. À la fin du contrôle, un flic de la cellule Bure (les super-flics de Commercy chargés de surveiller les opposant.e.s à Cigéo) rend finalement la fameuse carte grise, pendant qu'un des gendarmes qui affirmaient ne pas avoir reçu la carte fait un grand sourire.

Régulièrement, lorsque les flics repèrent que des personnes sont sur le point de partir d'un lieu de vie en voiture, ils attendent la voiture afin de la contrôler. Pour cela, ils peuvent employer plusieurs techniques : faire des demi-tours

incessants d'un bout à l'autre de la route qui passe devant le lieu de vie, stationner au bout de la rue pour avoir vue sur le lieu, voir carrément stationner devant l'habitation. Cette situation s'est encore produite le jour de publication de cet article (jeudi 17 janvier) devant une maison collective de Mandres-en-Barrois : les flics se sont arrêtés devant la maison alors qu'une voiture s'apprêtait à sortir du terrain privé collé à la maison. Les flics sont ensuite restés dix minutes campés debouts sur le terrain privé, menaçant de contrôler les personnes présentes.

Nombreuses menaces de mettre des amendes pour tout et n'importe quoi lors des contrôles de véhicules (absence de gilet jaune, absence de triangle de signalisation, absence de feux avant/arrière sur un vélo). À noter qu'à notre connaissance, ces amendes n'ont toujours pas été reçues par les personnes concernées, on ne sait donc pas si elles ont vraiment été mises ou pas.

Les flics essaient aussi souvent de contrôler les personnes à pied, dans les villages ou sur les routes. Ces derniers jours à Mandres-en-Barrois, à plusieurs reprises les gendarmes ont stationnés sur le parking de la salle de fêtes pour contrôler les personnes identifiées comme «opposantes» qui passaient dans la rue. Deux de ces contrôles ont été filmés. On y voit notamment un des gendarmes menacer la personne qui filme: «Si jamais je retrouve [cette vidéo] sur Internet, je viendrai vous chercher».

Le 17 janvier 2019.

Source: <<http://bureburebure.info/>>

L'affaire du siècle?

C'est sous cet intitulé plein de modestie qu'une action en justice a été initiée le 17 décembre 2018 par quatre associations: la Fondation pour la nature et l'homme, Greenpeace France, Oxfam France, Notre Affaire à tous. Leur but? Poursuivre l'État français pour condamner son inaction face au changement climatique.

Impossible d'y échapper, l'initiative a déchaîné un immense barouf médiatique. Il faut dire qu'elle était parfaitement calibrée selon les règles d'or du marketing pétitionnaire. Quand il ne se passe plus une journée sans qu'un appel solennel à «agir avant qu'il ne soit trop tard» retentisse, il faut savoir se démarquer. Voici la recette:

1. Rameutez quelques célébrités de l'industrie du divertissement: stars du cinéma et mannequins publicitaires toujours entre deux avions (Marion Cotillard, Juliette Binoche, Lucie Lucas...), comiques de France Inter et de TF1, chanteuse colibriquesque (Emily Loizeau) et rockeurs dont chaque concert est une ode au déferlement technologique (Shaka Ponk et son armada d'écrans), collapsologue officiel, présentatrice télé... sans oublier une petite palanquée de youtubeurs (ces adolescents narcissiques qui diffusent des vidéos d'eux-mêmes sur internet et qui ont un grand succès dans les cours de récré des collèges).

2. Faites-leur réciter des banalités devant une caméra, avec une succession rapide de visages («le climat se réchauffe, les espèces disparaissent, c'est la fin du monde, on a beau trier nos déchets manger moins de viande rouler à vélo ça ne suffit pas, alors on va saisir la justice pour ordonner à l'État de réduire les émissions de gaz à effet de serre et lui demander de nous protéger»).

3. Diffusez le tout sur Google, demandez à chaque «influenceur» de faire suivre l'information, relayez l'ordre de mobilisation sur les réseaux sociaux.

Et aussitôt la machine s'embaie, le clip promotionnel s'aff

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103 -
Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en
Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+
Zinzine - site oueb: <www.radiozinzine.org>

fiche partout, les internautes survoltés se mettent à cliquer frénétiquement. Le 10 janvier 2019, selon le compteur du site, plus de deux millions de personnes auraient apporté leur soutien au recours juridique. Un record, paraît-il.

Mais mieux vaut mettre du conditionnel, car en vérité n'importe qui peut inscrire n'importe quoi. Ainsi la signature de M. Tagada Tsoin Tsoin (c'est bibi qui voulait faire un petit test) a été parfaitement comptabilisée, un mail lui ayant été retourné aussitôt: «Merci pour votre soutien à ce recours. Agissez avec nous, en invitant vos proches à le soutenir à leur tour, et en partageant cette initiative sans précédent. Ensemble, portons et remportons ce qui est déjà, partout dans le monde, et aujourd'hui en France, l'Affaire du Siècle.» Et de m'inviter à annoncer la bonne nouvelle sur Twitter et Facebook. Voilà le sommet de l'engagement politique à l'ère de la pétitionnisme en ligne. Le site internet Reporterre voit dans cette opération de com' éphémère une «mobilisation populaire exceptionnelle» (15 janvier 2019). Nous la qualifierions plutôt de vaine agitation.

Si le babillage électronique des ONG, des youtubeurs et du show-biz paraît bien inconsistant sur la forme, que dire du fond! Le discours est aussi creux qu'une mine de cuivre à ciel ouvert destinée à pourvoir aux besoins de la «transition énergétique». Les pétitionnaires implorent l'État de réduire notre dépendance aux énergies fossiles en lançant un grand plan d'investissement dans la rénovation des logements, les transports, les énergies dites «renouvelables».

C'est toujours la même ritournelle, celle du capitalisme vert: alors qu'à ses débuts l'écologie politique portait une critique radicale de la croissance économique, de la société de consommation, du développement technique mais aussi de l'État, la petite-bourgeoisie qui ne veut en rien renoncer à son mode de vie, à sa mobilité et à ses pages Facebook s'en remet elle à la technique, à l'industrie, à l'État. Qu'une Big Mother vienne me déplacer dans des réseaux de transports «propres», qu'elle isole bien comme il faut mon logement pour que je n'attrape pas froid l'hiver, qu'elle m'offre une électricité propre et abondante, qu'elle recycle mes déchets. Qu'une administration technocratique gouverne la société et maximise l'efficacité de ses rouages afin de relâcher moins de CO₂. La perspective que défend l'affaire du siècle, c'est le sempiternel «green new deal»: investissons dans l'économie verte, planifions le grand bond en avant éco-technologique, et tout ira mieux¹.

Il faut dire que leur modèle revendiqué, c'est la fondation néerlandaise Urgenda, qui en 2015 a mis le gouvernement des Pays-Bas devant la justice afin de le pousser à réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre. Or cette

fondation n'a elle aussi que des remèdes purement techniques à proposer pour alléger notre fameuse «empreinte carbone», elle qui a sorti un plan pour atteindre 100 % d'énergie prétendument «renouvelable» en 2030 plaide pour la massification de la voiture électrique, la multiplication des panneaux photovoltaïques et des éoliennes (sur terre et en mer), la «valorisation» des déchets, la production de biocarburants, etc. Tout cela devant générer des activités écono-

Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes...

miques florissantes, de la recherche, de l'innovation, de nouvelles filières industrielles, des emplois, du confort, de la prospérité... À quoi bon mener des actions en justice si c'est pour revendiquer ce qui figure déjà dans tous les plans stratégiques de «croissance verte»?

Et à quoi bon mener des actions en justice tout court, qui n'auront de toute façon qu'une valeur incantatoire? Le recours croissant aux tribunaux s'inscrit tout à fait dans la logique libérale. Le droit et le marché envahissent les rapports humains, et l'écologie n'y échappe pas. Cette judiciaireisation va à l'encontre du politique. On s'en remet aux tribunaux, on laisse faire les experts juristes, on espère que des juges investis d'une autorité suprême réprimanderont des États pour leur indiquer la bonne voie à suivre en matière de mesures environnementales... et pendant qu'on parle dans le langage des droits et qu'on s'adresse à l'État tout-puissant pour le prier de lancer un «green new deal», on est incapable de porter une remise en cause conséquente du système industriel.

Une chose est sûre, cette écologie juridique n'ébranle guère le sommet de l'État. On pourrait même dire qu'elle est de connivence. Attendez-vous d'une ONG comme Oxfam France – dirigée par l'ancienne ministre Cécile Duflot – ou de la Fondation Nicolas Hulot une contestation frontale du pouvoir politique? Ils en font pleinement partie! Au ministère de la Transition écologique, Brune Poirson et François de Rugy ont immédiatement saisi l'opportunité: ils se sont dits «agréablement surpris» par cette initiative et ont voulu y voir une «réplique au mouvement des gilets jaunes», appelant même à «transformer cette mobilisation» pour décréter «un état d'urgence climatique».

Laissons la conclusion à l'inénarrable Cyril Dion, qui fait bien sûr partie du casting: «Si Emmanuel Macron voulait entrer dans l'histoire en transformant nos institutions, en engageant une lutte historique contre le changement climatique et les inégalités, il pourrait s'appuyer sur ces millions de personnes qui disent aujourd'hui que la société doit changer. D'une certaine façon, on est en train de l'aider.» Prière de ne pas éclater de rire, c'est l'Affaire du siècle qui se joue.

Pierre Thiesset

Article pompé, toute honte bue, dans *La Décroissance* n°156, février 2019.

1. Marie Toussaint, présidente de l'association Notre Affaire à tous, qui a initié cette action en justice contre l'État, est aussi membre d'Europe Écologie-les Verts. Le 24 juin 2016, elle avait d'ailleurs signé un Communiqué pour EELV suite au Brexit en appelant à relancer l'Europe grâce au «green new deal», qui doit, en plus de nous apporter une énergie «décarbonée», nous procurer emplois et croissance...

Violence, émeute et conflits sociaux

Pour justifier son vote en faveur de la proposition de loi «visant à prévenir les violences lors des manifestations», le député de Tours Philippe Chalumeau a déclaré: «Le niveau de violence a beaucoup augmenté et il est normal que la société s'adapte». La preuve d'une ignorance crasse de l'histoire des conflits sociaux en France.

«Les bourgeois ont eu peur! Les bourgeois ont senti passer sur eux le vent de l'émeute, le souffle de la révolte, et ils ont craint l'ouragan, la tempête qui déchaînerait les appétits inapaisés sur leurs tables trop bien garnies. Les bourgeois ont eu peur!» Voilà ce qu'écrivait Albert Libertad au lendemain du 1^{er} mai 1906, dans le journal *L'Anarchie*. Ce jour-là, 45.000 policiers et soldats avaient été mobilisés pour le maintien de l'ordre dans la capitale.

Les conflits sociaux ont toujours été émaillés de violences. Comme le note l'historienne Anne Steiner dans son ouvrage *Le goût de l'émeute, manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la Belle époque* [éd. L'Echap-

Radio Zinzine Info

F - 04300 Lirans

Tél: +04 92 73 10 56

Fax: +04 92 73 16 15

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0214G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflot

Édité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

20 € pour 6 mois

38 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

pée], c'est souvent l'intervention de la police, des gendarmes ou de l'armée qui amènent un durcissement des conflits, qui prennent alors la forme d'affrontements:

«Dans le cas des événements relatés dans cet ouvrage et qui ne sont pas toujours liés à des situations de grève, il s'agit de foules exprimant leur émotion et leur indignation après des meurtres perpétrés par des policiers ou des gendarmes lors de conflits sociaux [...] ou face à des exécutions capitales. À Méru, c'est la colère d'une population tout entière confrontée à l'intransigeance patronale et à l'occupation militaire de sa région qui est à l'origine de la violence.

À chaque fois, la presse, les responsables politiques, les militants eux-mêmes ont utilisé le terme d'émeutes pour qualifier ces combats de rue, ces affrontements violents entre manifestants et forces de l'ordre, ou ces attaques contre les biens et les personnes perpétrées par des foules en colère. [...] Ces défilés joyeux et bon enfant pouvaient, face à la troupe envoyée à leur rencontre, se muer en cortèges émeutiers capables d'une violence extrême dont les fabriques et les demeures patronales faisaient alors les frais.»

Affrontements avec la police, pillage, sabotage et dégradations diverses ont accompagné la plupart des conflits sociaux du XX^e siècle, en miroir de la violence sociale exercée par la bourgeoisie au pouvoir. Les quelques exemples donnés ci-dessous, illustrant différents types de conflits, montrent combien il est absurde de parler d'une «augmentation de la violence» pour justifier l'adoption de mesures restreignant l'exercice de la liberté de manifester.

Marseille, 1947: L'augmentation du tarif du carnet de tramway, décidée le 4 novembre 1947, entraîne des protestations. La CGT appelle à boycotter cette augmentation. Le 10 novembre, l'arrestation de plusieurs syndicalistes entraîne la colère de la population. Le quotidien régional du Parti Communiste, *Rouge Midi*, titre: «Les Marseillais ont engagé la bataille face aux fauteurs de vie chère». Le 12 novembre, suite à la condamnation des personnes arrêtées, le tribunal, puis la mairie, sont envahis par les manifestant-es. Le soir venu, des boîtes de nuit du quartier de l'Opéra sont saccagées par des syndicalistes. En réaction, des hommes du milieu marseillais tirent sur les manifestant-es, tuant Vincent Voulant, jeune métallo communiste. Dans les jours suivants, une vaste grève s'étend dans toute la région. Le 2 décembre, la grève est générale dans les Bouches-du-Rhône. Le même jour, de violents affrontements ont lieu avec la police dans le quartier de la Joliette. [...]

Différentes réponses politiques et tactiques ont été apportées, au cours du XX^e siècle, à la violence des conflits sociaux. Services d'ordre politiques ou syndicaux dès 1909, arrestations parfois préventives de supposés meneurs, dissolution de groupes politiques, loi «anti casseurs» du 8 juin 1970 (abrogée en 1981), évolution des protections corporelles et de l'armement des flics chargés du maintien de l'ordre, déploiement de canons à eau, de grilles anti-émeutes, etc. Désormais, les préfets pourront arbitrairement interdire à des individus de participer à des manifestations. Au nom du droit de manifester, si l'on en croit les éléments de langage servis par le gouvernement. On peut raisonnablement parier que cela n'empêchera pas les irruptions de violence et les moments d'émeute.

Extraits d'un article paru sur *La Rotative, info de Tours et alentours*, février 2019.